



Zoom

COMMERCE EXTÉRIEUR : une balance commerciale agricole et agroalimentaire de moins en moins excédentaire

INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

Indice des prix des produits alimentaires

- production agricole : + 1,1 %
- production agroalimentaire : + 0,6 %
- IPAMPA* : + 1,1 %
- consommation alimentaire : + 0,7 %

*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (nov 2016-janvier 2017)

Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- solde commercial français : 1 315 M€
- solde commercial Hauts-de-France : - 38 M€ (4^{ème} trim. 2016)
- Cours du baril de pétrole Brent : 50,75 \$ - 8,9 % sur un trimestre (24/03/2017)
- Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,08 \$ + 1,9 % sur un trimestre (24/03/2017)
- Croissance du PIB : + 0,6 %
- Déficit budgétaire : - 3,2% du PIB
- Dette publique : 96 % du PIB (4^{ème} trimestre 2016)

Les échanges internationaux agricoles et agroalimentaires sont souvent présentés comme une force de l'économie du Nord-Pas de Calais et des Hauts-de-France. Mais pour la première fois depuis plusieurs années, la région a plus importé qu'elle n'a exporté au dernier trimestre de 2016. Est-ce un fait conjoncturel résultant d'une crise agricole et d'une mauvaise récolte 2016 ou une tendance structurelle vers une situation déficitaire ?

Un repli des exportations en 2016, conjugué à une hausse des importations

En 2016, les échanges des Hauts-de-France à l'international ont atteint 102 Md€, un niveau légèrement inférieur à celui de 2015. Les exportations régionales sont en repli accentuant le déficit commercial de ces dernières années.

Les produits agricoles et agroalimentaires ont contribué à hauteur de 15 %, une proportion relativement stable depuis plusieurs années. 7,7 milliards d'euros ont été exportés, dont plus des 3/4 provenant du Nord-Pas de Calais. Mais cette année, les produits agricoles et agroalimentaires n'ont pas échappé à la tendance régionale. Les exportations reculent, les importations augmentent et l'excédent commercial, jusque là présenté comme un atout de

l'économie régionale, se contracte de moitié. Le solde est encore positif, mais si l'évolution des dernières années se confirme, l'année 2017 pourrait être l'année durant laquelle la courbe des exportations passerait sous celle des importations...

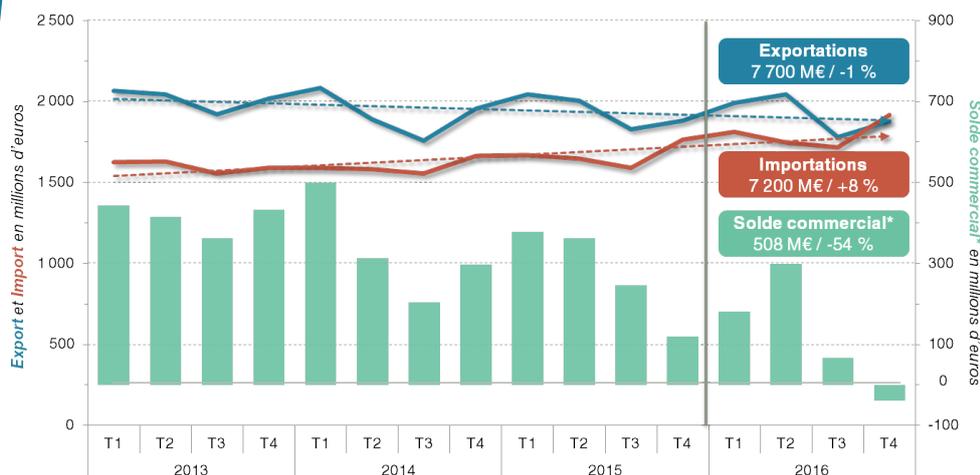
Les conséquences d'un contexte agricole difficile en 2016

La contraction à l'export en 2016 résulte principalement d'un repli des exportations des principaux produits échangés par la région. Ainsi, les ventes de céréales à l'international (entre 15 et 20 % des exports selon les années) ont reculé de 17 % en raison de la chute des rendements et des volumes due à la mauvaise récolte de 2016. En résulte un effondrement des exports de blé vers les pays du Maghreb, principaux clients des céréales régionales (-70 % des exports vers l'Égypte et -43 % vers l'Algérie). Par ailleurs, après une année 2015 positive, les exports de sucre ont fortement diminué vers la quasi-totalité des clients habituels, à l'exception de la Belgique (+38 %), ce qui limite le repli à 8 % sur 2016.

Quant aux produits laitiers et fromages, de par la crise de l'élevage entamée en 2015, les exportations poursuivent leur tendance à la baisse (-8 %) à cause d'un repli des ventes vers les Pays-Bas et l'Allemagne de 20 millions d'euros.

Une dynamique d'échanges de plus en plus portée par les importations

Évolutions trimestrielles des échanges agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France



* Solde commercial = exportations - importations

Source : Douanes - traitements Chambre d'Agriculture du Nord-Pas de Calais



BILAN ECONOMIQUE 2016 DE LA « FERME FRANCE » : un recul du chiffre d'affaires de 5 Md€, l'agriculture française est en crise

Le fait majeur de l'agriculture enregistré en 2016 à l'échelle nationale au travers des comptes prévisionnels présentés en décembre, c'est l'énorme manque à gagner en termes de chiffre d'affaires : la production agricole française s'effondre de 7 %, entraînant dans sa chute le repli général de tous les postes du bilan.

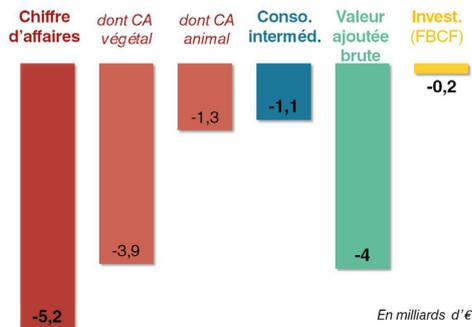
Un recul quasi-généralisé, des évolutions volume-prix divergentes entre végétal et animal

Après deux années de redressement, l'activité globale de l'agriculture française repart à la baisse. L'effondrement est plus marqué en productions végétales, où les volumes perdent près de 10 % en un an, alors que l'effet prix, pourtant inverse, est quasi-inexistant. Les céréales (-31 % en valeur) et les oléoprotéagineux (-11 %) sont en net recul. Les légumes, pommes de terre et betteraves se comportent plus positivement, sans compenser toutefois la chute des recettes céréalières.

Dans le secteur animal au contraire, ce sont les prix qui baissent de 4 %, ce qui, combiné à une légère décroissance des volumes, fait perdre 5 % au chiffre d'affaires, soit plus d'1 Md€. Le secteur du lait, 2nd poste animal en France, enregistre la plus nette baisse (-9 %).

Des indicateurs négatifs dans tous les postes du bilan 2016

Évolution des principaux agrégats économiques agricoles en France entre 2015 et 2016



Source : Insee – Comptes prévisionnels de l'agriculture 2016

Une réduction plus limitée des consommations intermédiaires

Les achats de biens et de services par les agriculteurs français ont légèrement décliné (environ 1 Md€ en valeur), principalement du fait d'une diminution des prix de 2 % des intrants, essentiellement ceux de l'énergie (sauf électricité) et de l'alimentation animale.

Pour ces approvisionnements en aliments, c'est la chute du cours des matières premières (céréales,

oléagineux,...) qui réduit la facture (-3,7 %), d'autant plus que les éleveurs ont encore plus nettement diminué les quantités achetées (-7,5 %).

La valeur ajoutée brute s'effondre de 4 Md€, l'investissement reste stable

La résultante de ces évolutions est un effondrement de la valeur ajoutée brute dégagée par l'agriculture française en 2016 : elle perd sur une seule année près de 14% de sa valeur. Et dans le même temps, les investissements des agriculteurs français (mesurés par la consommation de capital fixe - CCF) ne se contractent qu'à la marge.

Des premières estimations du résultat économique de la « Ferme France » pessimistes

Parallèlement, sont aussi estimées les évolutions du nombre d'actifs de l'agriculture française (-0,8%) et des prix du PIB (+0,8%). Ainsi, la valeur ajoutée nette (avec déduction de la CCF) par actif et en euros constants s'établit à -16% par rapport à 2015. Après deux années à la hausse, ce 1^{er} indicateur provisoire du bilan économique agricole décroche fortement, dans des proportions semblables à celles de l'année 2013. La volatilité des résultats s'amplifie, accentuant la fragilité de toute l'agriculture française.

CONJONCTURE AGRICOLE 2016 HAUTS-DE-FRANCE

Des premiers résultats peu encourageants

Qu'en est-il à l'échelle régionale selon les données disponibles ? Les premières tendances de conjoncture permettent de préfigurer les résultats économiques 2016, qui seront présentés dans quelques mois.

Les récoltes : une baisse des volumes généralisée, des tendances de prix différentes selon les productions

Les estimations de récolte publiées par la DRAAF affichent une nette baisse, compte tenu des mauvaises conditions climatiques de 2016.

En blé, le rendement régional moyen perd près de 4 t/ha et la récolte totale chute de 40 %. Dans les Hauts-de-France (1/5^{ème} du blé français), il manque 3,3 Mt de blé à transporter et à valoriser par tous les maillons de cette filière.

De moindre ampleur, mais toujours à cause de la faiblesse du rendement, la baisse des volumes atteint -26 % pour l'orge et l'escourgeon et -20% pour le colza.

La situation est un peu différente en betteraves industrielles. Elles enregistrent un recul effectif des tonnages récoltés à l'hectare de 7%, mais la hausse des surfaces emblavées compense presque ce recul : la récolte ne baisse que de 2%.

En pommes de terre, la situation est comparable : réduction des rendements de -8%, mais recul de la récolte limité (-2 %) du fait de l'emblavement de 6 000 ha supplémentaires (toutes pommes de terre). 2016 s'est révélée complexe en termes de qualité, ce qui a des incidences quant à la conservation de la récolte au cours de la campagne de commercialisation.

Du côté des prix végétaux, les tendances sont très diverses. En céréales et oléagineux, les cours, influencés par la situation mondiale des marchés, sont restés orientés à la baisse en 2016 (-9% de recul des prix des céréales en France). Par contre la situation est plus favorable en légumes, pommes de terre et betterave industrielle notamment. Cette dernière, bien présente en région, a bénéficié de cours mondiaux du sucre en nette croissance.

Les productions animales : des situations contrastées selon les filières

En lait, 1^{ère} production animale en valeur dans la région, la collecte recule de 1,9 million d'hl en 2016, soit une diminution de 5,5%. Dans le même temps, le prix moyen est en progression, surtout dans la 2^{nde} partie de l'année, le gain total s'élevant à +2% en un an.

En viande bovine, les cotations régionales sont restées très déprimées. Les abattages de gros bovins sont demeurés stables, autour des 94 000 tonnes ; seuls les volumes abattus de bœufs (+5%) et de veaux (+8%) connaissent une progression annuelle.

La conjoncture porcine régionale est mieux orientée, avec des cours qui se sont nettement redressés durant l'année, pour retrouver des niveaux supérieurs à la moyenne quinquennale. Pendant le même temps, les abattages régionaux se rapprochent des 50 000 tonnes, en augmentation de 4% sur un an.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE HAUTS-DE-FRANCE

Un retour à la normale en 2016, des chefs d'entreprises confiants pour 2017 mais prudents

Si pour l'agriculture, le bilan 2016 semble peu optimiste, dans les autres secteurs d'activité régionaux, la reprise économique semble s'installer, doucement mais sûrement. C'est ce que révèlent les enquêtes de conjoncture annuelles de la Banque de France et de la CCI de région.

Le climat régional des affaires s'améliore globalement pour l'ensemble des secteurs industriels et de services, et ce, pour toutes les entreprises quelque soit leur taille. L'amélioration par rapport à 2015 se constate sur les indicateurs économiques comme financiers (Chiffre d'affaires, ventes, trésorerie, rentabilité). Les industries agroalimentaires affichent un bilan positif et ont tiré vers le haut les résultats de l'industrie.

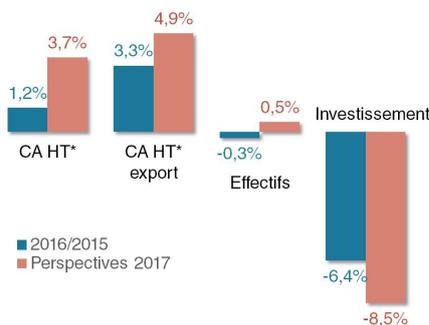
Quant aux perspectives pour 2017, les opinions des chefs d'entreprises sont globalement positives, notamment dans le tertiaire et surtout dans les services aux entreprises et aux particuliers.

Deux ombres au tableau toutefois : la reprise ne s'accompagne toujours pas de créations d'emplois et le retard régional sur l'investissement est encore bien présent. La situation dans l'industrie est révélatrice. Les chefs d'entreprises s'attendent à

un bond de leur chiffre d'affaires de 3,7 % mais à un repli de l'emploi et de l'investissement encore plus marqué qu'en 2016. La chute de l'investissement serait significative dans l'agroalimentaire (- 8,5 % contre - 2,8 % dans l'industrie en général).

L'investissement et l'emploi, points faibles des industries agroalimentaires régionales

Évolution des indicateurs économiques des industries agroalimentaires des Hauts-de-France

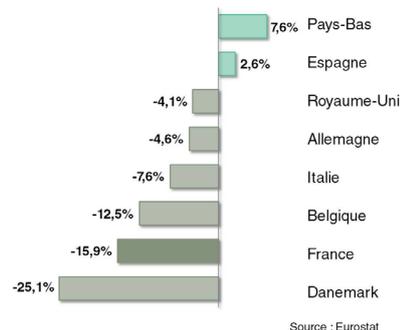


Source : Banque de France - Enquête 2016-2017

PREVISIONS AGRICOLES EN EUROPE : un repli dans la quasi-totalité des pays européens

Avec une réduction de près de -16% de la valeur ajoutée nette par actif entre 2015 et 2016, la France se situe dans le bas du classement des pays européens limitrophes. Mais dans un contexte de recul généralisé de la valeur ajoutée, sauf en Espagne et aux Pays-Bas.

Valeur Ajoutée Nette par actif (2016/2015 en %)



Source : Eurostat

BUDGET DU CONSEIL REGIONAL HAUTS-DE-FRANCE

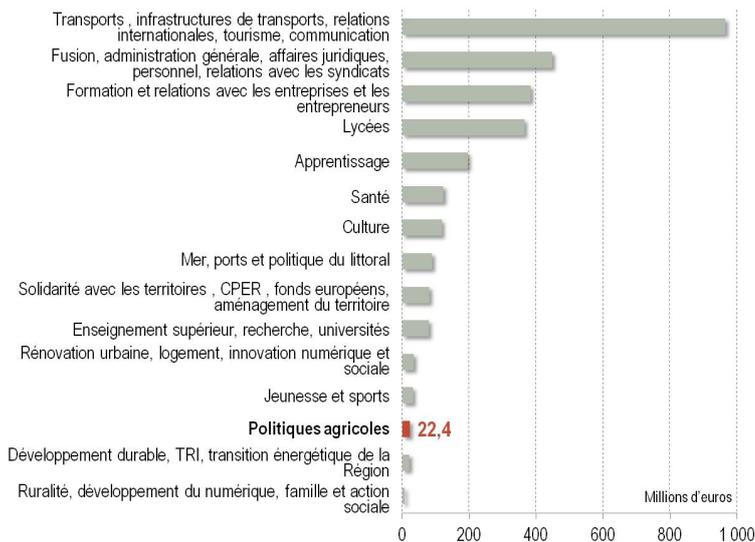
22,4 M€ prévus en 2017 pour les politiques agricoles

Fin 2016, le Conseil Régional des Hauts-de-France a adopté son budget pour 2017, d'un montant de 3,4 Md€, en hausse de 4,4% par rapport à 2016 en raison de charges nouvelles transférées par les départements (transports interurbains et scolaires). La Vice-présidence en charge des politiques agricoles se voit attribuer 22,4 M€.

Sur ces 22,4 M€, 9,8 M€ seront consacrés aux investissements. Ils seront principalement destinés au cofinancement des mesures du FEADER. Les 12,6 M€ restants concerneront les aides aux structures d'accompagnement des agriculteurs et des filières. Entre autres, l'accent est mis sur l'accompagnement des agriculteurs en difficulté, l'appui vers la triple performance, le soutien aux

projets à valeur ajoutée et la mise en œuvre de la politique « approlocal » (lancement d'un appel à manifestation d'intérêt régional « Je mange local »). A ce budget Politiques agricoles, s'ajoutent également des lignes budgétaires dédiées à d'autres vice-présidences (recherche-développement-innovation, développement rural, emploi-formation, 3^{ème} révolution industrielle (Rev3), ...).

3,4 Md€ de budget pour le Conseil Régional Hauts-de-France en 2017



Budget 2017 Politiques agricoles 22,4 M€

9,8 M€ en Investissement

12,6 M€ en Fonctionnement

AXES D'INTERVENTION

- Accompagnement de la création et de la transmission des exploitations agricoles
- Appui aux exploitations (en priorité petites et moyennes), pour favoriser leur adaptation au nouveau contexte (modernisation, diversification, démarches de qualité, agroenvironnement)
- Mise en cohérence et création de synergies entre les initiatives régionales en matière d'approvisionnement local

OBJECTIFS

- Mobiliser au mieux les fonds du FEADER
- 2017 : année de redéfinition des dispositifs et de la convergence des PDR

Source : Conseil Régional Hauts-de-France

Agroalimentaire

Del Monte ouvre sa 1^{ère} usine française dans la région. Le spécialiste international des fruits et légumes investit 7 M€ pour créer la 17^{ème} usine du groupe à Croixrault (80). Elle produira des fruits et légumes en barquette et emploiera 150 personnes.

Agrafresh : 2^{ème} site de production dédié aux salades en sachet à Actiparc (Arras, 62). Le groupe belge vient d'investir 8,5 M€ et prévoit d'embaucher au moins 49 CDI d'ici la fin de l'année.

Les brasseurs nordistes De Katsbier et Sikaru se regroupent pour créer une brasserie à Méteren (59) dans le but de maîtriser le processus de fabrication, éviter les ruptures de stock et dépendre des disponibilités des autres. Les deux dirigeants regroupent ainsi 9 bières et visent un début de production en mai 2017 avec l'objectif de produire 600 hl en un an.

Roquette lance la plus grosse usine de protéines de pois au Canada (près de 300 M€ d'investissement). Le groupe régional avait déjà investi dans le même domaine dans son usine de Vic-sur-Aisne en 2016. Implanté au Canada, 1^{er} producteur de pois avec environ 30 % de la production mondiale, le groupe renforce son leadership au niveau international.

Bonduelle annonce l'acquisition de Ready Pac Foods. Le leader américain des salades en portion individuelle compte 4 usines de production et 3.500 collaborateurs, pour un CA d'environ 800 M\$. Cette transaction est une étape clé dans l'ambition stratégique de Bonduelle VegeGo! 2025 d'être le référent mondial qui assure le bien-vivre par l'alimentation végétale.

Le spécialiste du fois gras Rougié investit 1 M€ en région pour lancer une gamme de fonds liés et sauces, pour laquelle il a reçu le grand prix de l'innovation 2017 du Sirha : gamme qui sera produite sur le site Jean Stalaven de Petite-Synthe (59).

L'usine Neuhauser (Soufflet) de Maubeuge sera concernée par la suppression de 370 postes en France. Le boulanger industriel Neuhauser, ayant enregistré un repli de ses ventes depuis 2 ans, compte 2 086 salariés et 16 unités de production en France et une au Portugal. La réorganisation vise 370 postes répartis essentiellement sur les sites de Sainte-Hermine (Vendée), Maubeuge (Nord) et Folschviller (Moselle).

Conjoncture

Moins d'un agriculteur sur 10 optimiste pour 2017. (Sondage Ipsos). Les cours des productions agricoles, autant les céréales que la viande, sont en tête des préoccupations pour 38 % des agriculteurs interrogés, suivis des problèmes de trésorerie (22 %). Par ailleurs, 45 % des agriculteurs souhaitent réaliser un investissement au cours de l'année, 28% n'en ont pas prévu dans les 5 ans à venir.

Région Hauts-de-France

Convention de partenariat entre la Région Hauts-de-France et la Caisse des dépôts pour l'emploi et l'aménagement équilibré du territoire pour 2017-2021. Parmi les actions envisagées, figurent le "crédit d'ingénierie" en co-financement d'études-actions, des prêts sur fonds d'épargne pour le financement de projets structurant pour les territoires, des prises de participation dans des sociétés, etc...

Un fonds régional d'urgence de 250 000 € au secours des fileyeurs de Boulogne-sur-Mer.

14 entreprises de pêche ont déjà transmis leur dossier à la cellule de veille de la sous-préfecture. Un diagnostic de la situation financière a été établi pour chacune d'entre elles et la cellule a émis un avis favorable pour l'allocation d'une aide régionale.

Filières

11 300 producteurs de lait français indemnisés par l'Europe et la France pour avoir réduit leur production. Dans un contexte de surproduction mondiale de lait et de chute des prix, les éleveurs ont perçu de l'Europe 0,14€/kg de lait non produit, auxquels il faut ajouter une majoration de 0,10€/kg non produit de l'Etat français, dans la limite de 5 % de la production. Ainsi, 146 000 tonnes de lait n'ont pas été produites en France au cours des 3 derniers mois de 2016.

Restauration collective

Api Restauration signe un contrat avec la marque collective Saveurs en'Or. Le spécialiste de la restauration collective (Mons-en-Baroeul 59) vise 700.000 repas servis chaque jour, dont 200.000 dans la région.

Aménagement - foncier

La loi sur l'accapement des terres agricoles partiellement invalidée au Conseil constitutionnel. En invoquant la Déclaration des droits de l'Homme de 1789, l'institution a jugé contraire au droit de propriété un article-clé du texte qui devait donner aux Safer des droits de préemption supplémentaires pour lutter contre la prise de contrôle de terres agricoles par des sociétés financières, françaises ou étrangères.

Logistique

Le secteur du négoce préoccupé par la baisse d'efficacité de la logistique en France. Marc Hervouët, président de la Confédération du commerce interentreprises (regroupant notamment des fédérations de négoce agricole), a alerté sur le fait que la France était classée au 13^{ème} rang mondial en 2014 en matière d'efficacité logistique et qu'elle vient de tomber au 16^{ème} rang.

Développement durable

Les Français massivement favorables à une transition vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement d'après un sondage Ifop. 86 % des Français sont favorables à une interdiction progressive des pesticides en agriculture et 82 % souhaitent une réorientation massive des aides agricoles afin d'atteindre 20 % de la surface agricole cultivée en bio d'ici à 2022.

Recherche et innovation

Lancement d'un programme de R&D sur les protéines végétales gastronomiques. Les pôles de compétitivité, Vitagora à Dijon sur la nutrition et Céréales Vallée à Clermont-Ferrand sur les céréales, ont annoncé fin janvier le lancement du programme de R&D Provegga (Protéines végétales gastronomiques). Ce programme a pour ambition de rendre attractives les protéines végétales et en particulier les légumineuses, les céréales et le tournesol auprès du plus grand nombre de consommateurs.

Plan d'investissements d'avenir (PIA) : de plus en plus de projets financés. Depuis sa création en 2010, ce sont 3 645 projets qui ont été financés dans le domaine de la transition énergétique, le numérique ou la recherche.

